

Publié le: 14-06-2009



Les élections européennes sont derrière nous et les résultats sont bien connus. 42,23% des électeurs ont accompli leur devoir électoral, ce qui a permis de désigner les 736 membres du nouveau Parlement européen, tous partis politiques confondus. Que peut-on dire du taux de participation dans les différents pays membres de l'Union européenne et surtout, quels sont les enseignements à tirer de ce scrutin aussi important ? C'est autour de ce thème que nous allons axer cette mission qui vous est proposée au titre du projet « Nous agissons avec le Parlement européen », une coproduction de Radio Bulgarie Internationale, le Portail EUROPE et le Centre des politiques modernes. Les européennes ont été réalisées sur 4 jours et la victoire a été remportée par les partis de droite. En deuxième position, on retrouve le Parti des socialistes européens, suivis des députés de l'ADLE /Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe/. Diana Chirichiva a suivi pour nous les réactions à Bruxelles après l'annonce des résultats. Petits fours et champagne pour la soirée du Parti populaire européen qui conserve ses positions de plus grand groupe politique avec ses 264 mandats. Et le président du PPE, Joseph Daul n'a pas caché sa joie :

« C'est une très belle soirée et je voudrais remercier les électeurs qui nous ont suivis et qui ont suivi les femmes et les hommes du PPE qui ont beaucoup travaillé sur le terrain, et qui ont travaillé les dossiers. Merci aux électeurs, car quand on voit les chiffres, on ne peut être que satisfait et je vois que le PPE a largement gagné, et que les socialistes ont un petit peu perdu ce soir »

Le président du Parti des socialistes européens, Martin Schulz a reconnu sa grosse déception face aux résultats de la gauche qui recule, avec ses 161 mandats contre 217 au Parlement sortant : « C'est une bien triste nuit pour la social-démocratie en Europe. Nous sommes très déçus, on s'attendait à de bien meilleurs résultats. Malheureusement, dans certains pays les partis sociaux-démocrates ont perdu les élections à cause de la situation politique interne. L'ADLE /Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe/ reste troisième et je vous propose la réaction de son leader, Graham Watson :

« Le groupe des libéraux-démocrates recevra presque le même nombre de sièges au parlement qu'il en avait avant. Cela veut dire qu'il nous faudra continuer à équilibrer gauche et droite, et maintenir notre position de parti pivot. Nous devons demeurer un parti pro-européen solide au centre du parlement. »

En République tchèque, qui exerce la présidence tournante de l'Union européenne, le Parti démocratique civique, avec l'ancien premier ministre Mirek Topolánek en tête de liste, a obtenu le plus de sièges au Parlement européen. Le parti social-démocrate en opposition, le CSSD, a obtenu que la seconde place aux élections. Commentaire de Evguïnia Iotova à Prague, pour la Radio nationale bulgare :

« On ne verra pas entrer au Parlement européen ces nouveaux partis qui ont mis en jeu la carte anti-européenne et qui rejettent le traité de Lisbonne. Autre campagne à l'origine de dissensions, il s'agit du passage à l'euro qui n'a pas encore été décidé, mais la plupart des partis politiques techniques ont soutenu catégoriquement la monnaie nationale, la couronne. » En Suède, qui assumera la présidence tournante de l'UE à partir du 1er juillet, les sociaux-démocrates ont recueilli près de 25% des voix, alors que les conservateurs ont obtenu 18,5% des voix. Tous les grands partis suédois ont vu leur électorat diminuer au profit des petits partis, tels que le Parti des pirates qui a obtenu un siège au Parlement européen. Tania Stonlova à Stockholm : « Le PiratPartiet a été fondé en 2006. Ce parti s'attache notamment à diminuer les droits de la propriété intellectuelle, comme le copyright, les brevets et la protection des œuvres. Le programme comprend aussi un soutien au renforcement des droits de vie privée (comme la propriété privée et les informations privées), à la fois sur Internet et dans la vie courante. Il n'y a pas longtemps, la Suède a voté une loi qui autorise les pouvoirs publics à mettre sur écoute et à enregistrer toutes les conversations téléphoniques, comme ailleurs à récupérer les messages sur Internet. Une disposition que le Parti des Pirates a qualifié de retour à la période de la « guerre froide ». Sa cote de popularité est montée en flèche à la suite de son implication dans le procès de « The Pirate Bay » /un site permettant l'échange de fichiers torrents/. De nos jours, les Pirates sont de fervents opposants au traité de Lisbonne qui « après eux mettrait à mal la démocratie dans l'Union ».

En France, le taux d'abstention a atteint un niveau record ; 60% des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes. Youlia Talıva de la Radio nationale bulgare à Paris : « La victoire de l'UMP face à une gauche très fragmentée ne sera pas facile à gérer au nouveau Parlement européen. La droite qui a gagné 28% des votes explique sa victoire par la brillante présidence française de l'Union européenne il y a 6 mois. Tel est du moins l'avis du premier ministre François Fillon. Quant aux Socialistes, face à leur résultat plutôt décevant, à peine 16,8 %, leur porte-parole a été formel : nous n'avons pas d'excuse ! »

En Roumanie, les sociaux-démocrates de la coalition au pouvoir ont obtenu 11 sièges après un échange de « coups bas », tandis que les libéraux-démocrates ont obtenu 10 sièges. La Roumanie a insufflé un peu de panache aux européennes avec l'élection d'Elena Basescu, surnommée la « Paris Hilton des Carpates ». Basescu est connue pour ses photos sur les pages des revues de mode et pour son affinité vers les boîtes de nuit. Le correspondant de la Radio nationale bulgare à Bucarest Guıorgui Vassilski :

« La fille du président roumain Elena Basescu sera la seule députée européenne indépendante sur les 33 sièges attribués à la Roumanie. Les nationalistes, de retour au parlement, seront représentés par l'« homme affaires » George Becali, qui est propriétaire de l'équipe de football de Steaua. Becali a été relâché par la police pour qu'il puisse participer aux élections. L'Union démocratique des Hongrois a quant à elle recueilli 10% des votes, ce qu'elle considère comme un très grand succès. »

En Grèce, ce sont les socialistes du PASOK qui l'ont emporté haut la main, le parti PASOK qui est dans l'opposition. Une correspondante de l'envoyée de la Radio nationale bulgare, Katia Peeva :

« Ce fut la grosse surprise, même les sociologues ne s'attendaient pas à un tel écart de plus de 4% du parti PASOK. D'après les commentaires qui ont suivi, l'explication doit être

recherche dans la conjoncture locale, avec un chômage à la hausse et des revenus à la baisse, y compris pour les retraités, les ratés du système de la sécurité sociale ou de l'assistance médicale, sans oublier les innombrables scandales de corruption au plus haut niveau. La victoire des socialistes du PASOK doit être considérée comme une sérieuse mise en garde pour la coalition au pouvoir, les conservateurs de "Nouvelle Démocratie".

Quel a été le message clé que les citoyens européens ont envoyé à l'Europe ? Radio Bulgarie Internationale s'est adressée à Piotr Kachinski, analyste politique au Centre des études politiques européennes, une ONG très influente qui tient un bureau à Bruxelles :

"Le message qu'ont fait passer les électeurs est que l'intégration européenne est importante pour eux. Le taux de participation était plus élevé que prévu, même s'il était inférieur à celui des élections précédentes. Dans certains pays, le soutien à l'intégration était si fort que le taux de participation y a été le plus élevé. Il s'agit du Danemark, de la Suède, de l'Estonie, de la Lettonie. Par ailleurs, le message qu'ont fait passer ces élections était centré sur le soutien aux membres du Parti populaire européen, conservateur. C'était également un avertissement aux socialistes et sociaux-démocrates partout en Europe. Les Verts sont les autres grands vainqueurs, même si les nouveaux pays-membres n'en ont fait lire aucun. Quand on connaît le rapport des forces au nouveau Parlement européen, peut-on s'attendre à ce qu'il puisse relever les grands défis qui se dressent devant l'Union européenne, en occurrence la crise économique mondiale et la stratégie de Lisbonne ?

C'est le parlement que l'on vient d'élire. C'est le meilleur possible, mais il est difficile de dire s'il arrivera à relever les défis. Il est important de voir s'il dispose des instruments nécessaires. Il est certain que ses instruments sont limités et que l'on peut s'attendre à certains problèmes. Je pense malgré cela que la domination de la droite au Parlement européen et la prévalence des partis de centre-droit au Conseil européen ne peuvent être qu'un avantage. Cela facilitera considérablement le processus de prise de décision. Peut-on s'attendre à des différences, voire des divisions comportementales entre les électeurs des anciens et des nouveaux pays membres de l'Union ?

Ces distinctions existent, bien entendu. Mais il est très difficile de dresser un modèle qui s'applique à tous les nouveaux pays membres, ou à tous les anciens pays membres. Une tendance montre qu'aucun eurodéputé vert n'a été élu dans les nouveaux pays membres. Pour revenir au taux de participation, il a été le plus élevé en Lettonie, à Chypre ou à Malte, tout étant le moins élevé à l'est, en Slovaquie ou en Lituanie. Il n'y a donc pas de démarcation est-ouest. Il en va de même pour l'extrême droite. Ils connaissent une hausse de popularité à l'est comme à l'ouest. Ils ont cependant essuyé des échecs en France, en Pologne ou en Belgique, alors qu'ils ont recueilli beaucoup de voix au Royaume-Uni ou en Hongrie. Notre prochain invité est Martin Klepetko, ambassadeur de la République tchèque à Sofia.

Après l'AFP, les eurosceptiques en République tchèque auraient essuyé une cuisante défaite aux européennes. Quelle est l'évolution attendue sur le traité de Lisbonne, le président tchèque finira-t-il par le ratifier ?

Ce qui a un peu étonné, c'est la déclaration de défaite des eurosceptiques en République tchèque. Je ne sais pas qui on considère être eurosceptique, mais le Parti démocratique civique de droite a remporté les élections, et parfois on le considère comme un parti eurosceptique. En fait, la question du Traité de Lisbonne a été presque résolue. Il a été accepté par les deux chambres du

parlement. On n'attend que la signature du président, et il ne sera certainement pas influencé par les européennes. »

Quelles sont les attentes que les Tchèques fondent sur leurs eurodéputés ?

« En République tchèque, on parle beaucoup du fait que les députés européens devraient soutenir toutes les libertés défendues par l'UE. Un sujet très débattu est la nécessité de ne pas pousser le centralisme bruxellois. Il n'y a pas de discussions autour d'intérêts nationaux, ce que j'entends dire est à l'ordre du jour en Bulgarie. Ici, on met l'accent sur les libertés et la limitation du centralisme. »

A quelques semaines de la fin de la présidence tchèque, quels ont été les temps forts de vos 6 mois à la tête de l'Union européenne ?

« La présidence tchèque a fait face à deux crises d'envergure au début de l'année : le contentieux gazier et la situation au Moyen-Orient. Les sommets organisés pendant la présidence tchèque peuvent être considérés comme des succès. Le sommet auquel ont participé les États-Unis a suscité le plus grand intérêt. La visite à Prague du président Obama a été un grand succès, de même que les rencontres avec la Russie, le Canada et la Chine. Deux initiatives étaient également des priorités pour la présidence tchèque : le Partenariat oriental, un sommet des pays de l'est, et en matière d'énergie le sommet sur le « corridor sud ». On verra bien ce qui sera encore à l'ordre du jour lors des présidences suivantes »

Les européennes de 2009 font désormais partie du passé, et c'est à présent le problème du Traité de Lisbonne qui ressurgit. Il prévoit plus de pouvoir pour le Parlement européen. Quel est votre avis sur l'avenir du Traité de Lisbonne ? Réponse de la ministre bulgare des Affaires européennes, Guergana Passi.

« Vous vous souvenez, lorsque les Irlandais ont rejeté le traité de Lisbonne, un document spécial a été adressé au Conseil des ministres des Affaires étrangères. Mis à part les préparatifs institutionnels, il appartient aujourd'hui aux pouvoirs publics en Irlande de fixer la date du deuxième référendum sur le traité de Lisbonne. Ce qui me semble positif dans ce contexte, c'est que les adeptes du OUI semblent être un peu plus nombreux que ceux qui disent toujours NON au traité de Lisbonne. »

En Bulgarie, le parti de centre-droit en opposition G.E.R.B. a obtenu le plus de sièges, soit 5 sur 17 pour tout le pays. Si le Traité de Lisbonne est appliqué, la Bulgarie aura 18 sièges. Comment choisira-t-on le 18^e député européen ?

« Si le traité de Lisbonne entre en vigueur, il profitera aux parties qui ont récolté des voix, mais pas assez pour pouvoir les transformer en mandat. Telle la « Coalition bleue » et Bulgarie qui pourrait, avec l'entrée du traité de Lisbonne obtenir un deuxième siège d'eurodéputé. »

Et vous, chers auditeurs et amis, que pensez-vous des élections européennes ? N'hésitez pas à nous faire part de vos réactions, par téléphone ou par mail. Ainsi votre avis sera pris en compte dans notre prochain programme.

C'est la fin de cette émission qui vous a été proposée par Radio Bulgarie Internationale, en collaboration avec l'Institut européen et avec le soutien financier de la Direction générale « Communication » du Parlement européen. Vos questions, vos suggestions et vos commentaires sont les bienvenus sur le site de notre service, ainsi qu'à l'adresse info@europe.bg. Pour plus d'infos, rendez-vous sur le site web <http://parliament.europe.bg>

I. Raychîva, D. Constantinova, E. Kerkalanova

Présenté par Sonia Vassîva et Damian Vodenicharov